

14 mars 2019

Direction générale des finances publiques : Etat d'urgence près de 30 % d'agent.e.s en grève ce 14 mars, et de nouvelles actions prévues...

Ce jeudi 14 mars, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques appelaient les agents des finances publiques à se mettre en grève et à participer aux actions organisées sur le territoire. Le mécontentement des agent.e.s s'est largement manifesté ce jour et, dans la période récente, dans les multiples actions en Haute-Garonne, à Paris, dans le Tarn, à La Réunion, dans l'Ain, etc. Plus de 50 actions avaient ainsi été recensées depuis le début 2019 avant cette journée nationale.

Avec près de 30 % d'agent.e.s en grève, cette journée d'action du 14 mars est réussie. Plusieurs départements affichent plus de 40 % de grève, parfois plus de 50 % (Gard, Marne, Dordogne, Pas-de-Calais, Orne ou encore Jura). De nombreux rassemblements régionaux étaient organisés : Tourcoing (avec 800 agent.e.s dont les représentants nationaux des syndicats), Toulouse (650 agent.e.s), Paris (une centaine d'agent.e.s présent.e.s tôt ce matin devant le siège de la direction parisienne avant un rassemblement à Bercy devant le ministère), Lyon (150 agent.e.s), Marseille (200 agent.e.s), Rennes, Bordeaux, Nice, Strasbourg mais aussi à Orléans, Lons-le-saunier, Périgueux, Orthez, Flers, Mont de Marsan, Aurillac, Nîmes, Quimper, Ajaccio et dans de nombreuses villes (Argentan, Saint Marcellin...). Un grand nombre de services sont fermés sur tout le territoire.

Cette action, préparée par des communications intersyndicales, ne s'arrêtera pas là. Elle se poursuivra pour défendre les droits et garanties des fonctionnaires, les moyens et les missions de la DGFIP et, plus globalement, le service public.

Les projets des pouvoirs publics sont brutaux et dogmatiques. Ils vont se traduire par :

- des suppressions d'emplois d'un niveau inégalé (30 000 suppressions d'emplois seraient envisagées d'ici 2022) qui vont s'ajouter aux 40 000 suppressions d'emplois déjà subies depuis 2002. Ceci dégradera encore un peu plus les conditions de travail des agent.e.s et affaiblira considérablement l'efficacité des toutes les missions de la DGFIP : accueil, lutte contre la fraude fiscale, etc. Tout cela, alors que la charge de travail n'a cessé de croître, tout comme sa complexité (notre dossier spécial « La DGFIP, dix ans après » d'octobre 2018).
- Des restructurations d'ampleur qui vont vider de nombreux territoires de la présence de services et missions la DGFIP, au détriment des usagers comme des fonctionnaires.
- Des transferts de missions vers les collectivités locales (avec notamment des agences comptables qui mettront les missions de comptabilité publique sous la coupe des ordonnateurs et éloigneront ces missions et leurs agents de la DGFIP) ou vers d'autres entités (le plan cadastral et le recouvrement sont également menacés).
- Des régressions d'ampleur en matière de règles de gestion qui signifient davantage de flexibilité et de mobilité subies pour les agent.e.s dans le cadre des restructurations.
- Une poursuite de la baisse du pouvoir d'achat et l'individualisation d'une partie de la rémunération, ce qui est contraire à l'efficacité même du service public (devra-t-on dans ce cadre durcir le contrôle et les poursuites en cas d'impayés ou encore procéder à un « abattage » à l'accueil pour maintenir sa rémunération ?).
- Tout cela interviendrait sur fond de dynamitage du statut et des droits des fonctionnaires : ceci n'améliorera ni le sort des salarié.e.s du privé ni le pouvoir d'achat de quiconque (des missions privatisées auront toujours un coût, mais sans que les principes du service public soient respectés...).

C'est contre ce projet global d'un service public « low cost », éloigné des usagers et ne prenant plus en compte leurs besoins réels, basé sur une « flexi-insécurité » pour les fonctionnaires, mais aussi pour maintenir et renforcer un service public présent, de qualité et efficace, que les organisations syndicales ont appelé les agent.e.s à se mobiliser.

Les organisations syndicales appellent d'ores et déjà les agent.e.s des finances publiques à se mobiliser le 19 mars (à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle) et le 28 mars pour une nouvelle « journée DGFIP » avec une manifestation nationale à Paris.